

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ABATTOIR DU TREGOR

ZA De Beg Ar C'Har
22810 PLOUNEVEZ-MOEDEC

Code AIOT : 0005521761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement ABATTOIR DU TREGOR implanté ZA de Beg Ar C'Har à PLOUNEVEZ-MOEDEC (22810). L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABATTOIR DU TREGOR
- ZA DE BEG AR C'HAR - 22810 PLOUNEVEZ-MOEDEC
- Code AIOT : 0005521761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir communautaire du Trégor est spécialisé dans l'abattage d'animaux multi-espèces (bovins, porcins, équins, ovins-caprins, cervidés et ratites). Ce nouvel outil de proximité, implanté sur la zone d'activités de Beg ar C'hra à Plounevez-Moëdec, a été construit pour remplacer l'ancien abattoir situé en centre-ville de Lannion. Il est géré par Lannion-Trégor Communauté qui souhaite accompagner les filières locales en favorisant les circuits courts.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 24/12/2019, modifié par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2020. L'activité d'abattage principale est classée au titre de la rubrique n°2210 (exploitation d'abattoir) sous le régime de l'autorisation. Les activités de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale et de dépôt de peaux sont quant à elles classées respectivement au titre des rubriques n°2221 et n°2355 sous le régime de la déclaration.

Les capacités de production autorisées sont:

- pour l'activité d'abattage: 13 t/ jour soit 1 800 t/an;
- pour l'activité de découpe, préparation des viandes: 2 t/jour soit 300 t/an;
- pour le dépôt de peaux salées en annexe de l'abattoir: la capacité de stockage est de 35 t.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.4.2 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 6 mois |
| 6 | Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.1 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 9 | Dossier et liste des appareils à pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I et 6.III | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 13 | Autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 18/12/2019, article 9.2.2 | / | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 14 | Prévention de la pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 2 (4.4.5) | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | AP Complémentaire du 02/06/2020, article 1.2 | / | Sans objet |
| 2 | Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 3 | Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.4.12 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 4 | Substances et produits dangereux | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 6.1.1 et 8.1.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 7 | Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.2. | Susceptible de suites | Sans objet |
| 8 | Surveillance des émissions et de leurs effets | Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 9.4.1 et 9.4.2 | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 10 | Fréquence inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I | / | Sans objet |
| 11 | Réalisation inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 | / | Sans objet |
| 12 | VLE eaux prétraitées | Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 3 (4.4.9.1) | / | Sans objet |
| 15 | Gaz à effet de serre fluorés | Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6.b | / | Sans objet |
| 16 | Fluides frigorigènes et gaz à effet de serre fluorés | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives ont été apportées aux non-conformités relevées lors de la dernière inspection réalisée le 5 octobre 2022.

L'exploitant s'est engagé à la mise en conformité des installations au risque incendie. Des détecteurs dans les locaux à risque avec report d'alarme seront mis en place avant la fin de l'année 2025.

Les consignes et procédures associées à l'utilisation de la vanne d'obturation du bassin de confinement restent à rédiger.

L'exploitant déposera prochainement un dossier de porter à connaissance afin :

- d'augmenter la capacité journalière de production de l'abattoir sans augmentation de la capacité annuelle ;
- de corriger les prescriptions relatives au mur et porte coupe-feu, à la transmission de documents de contrôle des installations et au dimensionnement du bassin de confinement.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2020, article 1.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation autorisée |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Rubrique 2210-1 - Autorisation Abattage d'animaux Le poids des animaux exprimé en carcasses étant, en activité de pointe supérieur à 5 t/j. Capacité autorisée : 13t/jour - 1800 t/an</p> <p>- Rubrique 2221-2 - Déclaration Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrant étant supérieur à 500 kg/j mais inférieur ou égale à 4t/jour. Capacité déclarée : 2t/jour - 300 t/an</p> <p>- Rubrique 2355 - Déclaration Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t Capacité déclarée : 35 t</p> |

Constats :

L'exploitant a transmis avant l'inspection les données de production.

- Rubrique 2210 (activité sur 4 jours/semaine):

- 2023 : 560 tonnes/an

- 2024 : 1178 tonnes/an

En 2024, le tonnage journalier a dépassé cinq fois la capacité maximale fixée à 13 tonnes/jour sans dépasser 14 tonnes/jour.

L'exploitant indique qu'il prévoit de déposer un dossier de porter à connaissance afin d'augmenter la capacité journalière en pointe sans augmentation de la capacité annuelle autorisée.

- Rubrique 2221 (activité sur 4.5 jours/semaine):

- 2023 : 47,285 tonnes/an

- 2024 : 46,834 tonnes/an

Aucun dépassement du tonnage journalier fixé à 2 t/jour.

L'activité maximale enregistrée est de 2,2 tonnes/semaine

L'établissement n'est pas visé par la rubrique 1185 de la nomenclature des ICPE. Les installations frigorifiques contiennent du R1234ze visé à l'annexe II du règlement UE n° 573/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- Origine de la ressource : Réseau public AEP

- Prélèvement maximal annuel (m³/an) : 11000 m³

- Débit maximal journalier (m³/j) : 100

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus d'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. L'exploitant met en œuvre un plan de réduction de consommation d'eau visant un objectif de 5 litres d'eau consommée par kilogramme de carcasse dans les deux ans suivants la mise en exploitation du site.

Constats :**Consommation annuelle en eau (réseau AEP) :**

- 2023 : 5300 m³

- 2024 : 5686 m³

Ratio (l/kg de carcasse ou m3/tonne) :

- 2023 : 9,46

- 2024 : 4,8

Le ratio est conforme en 2024 :

- inférieur à 6 l/kg de carcasse fixé par l'arrêté ministériel ;

et

- inférieur à 5 l/kg fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant indique avoir mis en place une récupération des eaux de pluie (toitures). Celles-ci sont stockées dans une cuve enterrée de 30 m³ et sont utilisées pour le pré-nettoyage des bétailières et de la bouverie. Des travaux de réparation sur un regard d'eaux pluviales fuyard ont été réalisés en mars 2025. La réduction de la consommation d'eau du réseau va pouvoir être évaluée en 2025.

L'exploitant a également candidaté au diagnostic ECODO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.4.12

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux exclusivement pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

| Paramètres | Concentration maximale |
|--------------|------------------------|
| T°C | < 30 °C |
| PH : 5,5-8,5 | 5,5-8,5 |
| DCO (mg/l) | 125 |
| MES (mg/l) | 35 |
| HAP (mg/l) | 10 |

Constats :

Trois analyses ont été renseignées dans l'outil GIDAF en 2023 et aucune en 2024.

Les résultats 2023 sont conformes.

L'exploitant indique que suite à une erreur de référentiel (eau potable), un point a été fait avec le laboratoire. Une analyse sera réalisée sur les eaux pluviales en 2025 sur les paramètres définis dans l'arrêté préfectoral (Ph, Température, DCO, MES et HAP).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Substances et produits dangereux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 6.1.1 et 8.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Identification et stockage des produits dangereux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Article 6.1.1: L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.</p> <p>Article 8.1.2: L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis suite à l'inspection de 2022 un plan de localisation des substances dangereuses avec le stock présent par zone au 31/12/2022. Quatre zones ont été répertoriées :</p> <ul style="list-style-type: none">- Zone 1 : container extérieur ;- Zone 2 : abattoir/chaufferie-pompe moussage ;- Zone 3 : zone stockage véhicules frigo ;- Zone 4 : station de prétraitement. <p>L'exploitant a présenté un classeur contenant les différentes fiches techniques et FDS des produits chimiques. Ce classeur est en cours de mise à jour de façon à classer les documents par zone de stockage.</p> <p>Le stockage des bouteilles de gaz a été sécurisé.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'un logiciel répertoriant les substances dangereuses sera mis en place.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra mettre à jour les documents.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> |

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'installation dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- barrières techniques décrites dans le dossier notamment isolement coupe-feu REI120 des blocs locaux techniques/bâtiment administratif/bouverie ;
- au moins 2 bornes incendie accessibles, dédiées à la zone d'activité, de débit unitaire de 60 m³/h
- détection incendie sur alarme avec report sonore et visuel.

Constats :

- **Dispositions constructives - Mur et porte coupe feu**

Des modifications ont été apportées au dossier de demande d'autorisation initiale et au dossier modificatif.

L'installation d'une porte coupe-feu entre la bouverie et les locaux de production n'est plus possible.

Seuls les murs et portes des locaux techniques sont coupe-feu REI120.

Afin d'évaluer les besoins en eau en cas d'incendie, l'exploitant a réalisé un calcul D9 et pris en compte l'ensemble des surfaces non recoupées soit 1 400 m².

Suite à un échange avec le SDIS, l'exploitant doit affiner son calcul en intégrant les activités et les stockages.

- **Débit des bornes incendie**

Un contrôle des bornes incendie a été réalisé par la SAUR le 24/04/2024, les 3 bornes situées dans un rayon de 100 mètres autour de l'abattoir dispose d'un débit d'au moins 60 m³/h Pression > à 1 bar.

Ces bornes sont référencées par le SDIS 22.

Pas de précision sur les débits en cas d'utilisation simultanée des bornes.

Si les bornes fournissent un débit de 60 m³/h en simultané, celles-ci sont en capacité de fournir 180 m³/h.

- **Détection incendie**

L'exploitant a précisé dans son plan d'actions actualisé transmis en février 2024 : "*Une détection incendie sera mise en place dans les locaux techniques. Les besoins sont à définir avec Edeis et la mise en œuvre par notre service maintenance bâtiment*".

Lors de l'inspection l'adjoint du service maintenance LTC a précisé qu'un système de détection incendie dans les locaux à risque (local TGBT, combles, chaufferie, stockage paille..) avec transmission d'alarme sera mis en place d'ici fin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le plan de localisation des détecteurs et le système d'alarme mis en place.

Après validation par le SDIS, du calcul du besoin en eau en cas d'incendie D9 (absence de porte coupe feu entre la bouverie et le hall d'abattage) et de la simultanéité des débits sur les trois bornes incendie, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation seront corrigées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de l'établissement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a indiqué dans le plan d'actions actualisé transmis en février 2024 : <i>"Les consignes seront formalisées (vérification, d'entretien et de vidanges). Le service prévention sera associé concernant l'affichage, la formation des agents et le suivi dans la durée. Le personnel de l'abattoir et le personnel d'astreinte sera informé des consignes. Un échange est prévu avec le SDIS pour prévoir au besoin une fermeture des vannes par leurs services en dehors des plages ouvrées (en parallèle de l'action du personnel d'astreinte). Le planning précis est à définir avec les services concernés (dont prévention)."</i></p> <p>Les consignes n'ont pas été rédigées et l'affichage ainsi que la formation des agents n'ont pas été réalisés.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra rédiger et transmettre à l'inspection les consignes écrites relatives à la gestion des dispositifs de rétention.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; |

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

[...]

A cet effet, un bassin de rétention d'une capacité minimale de 340 m³ équipé de vannes d'obturation est réalisé. [...]

Constats :

- **Rétention**

Lors de l'inspection, il a été constaté :

- Container produits chimiques : le local est fermé avec un cadenas, les fiches de données de Sécurité (FDS) simplifiées sont affichées sur la porte et les produits sont sur des rétentions séparées.

- Station de prétraitement : les FDS simplifiées avec pictogrammes sont affichées, les produits sont sur rétention, présence d'une douche et rince oeil, rétention spécifique à l'aire de dépotage.

- Local chaufferie-pompe moussage : le produit est sur rétention et la FDS simplifiée est affichée.

- Local lavage camion frigo : le produit est sur rétention .

Non conforme : le local "chaufferie-pompe moussage" est encombré par des équipements non utilisés (radiateur, pierre à aiguiser, machine mise sous vide) et des bottes en cours de séchage.

- **Bassin de confinement**

Lors de l'inspection, l'exploitant a localisé la vanne d'obturation du bassin de confinement entre la bouverie et le bassin. Selon le plan des réseaux EP et EU transmis le 28/04/2025, cette vanne est située entre le bassin et la station de prétraitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évacuera le matériel stocké dans le local "centrale moussage" et localisera la vanne d'obturation du bassin de confinement.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 9.4.1 et 9.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan périodiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 9.4.1 : Bilan environnement annuel (déclaration GEREP)

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 9.4.2 : Rapport annuel

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Article 2.7. - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

| Article | Contrôles à effectuer | Périodicité du contrôle |
|----------------|---|--|
| Article 8.2.4 | Vérification extincteurs et RIA | Annuel |
| Article 8.3.2 | Contrôle installation électrique | Annuel |
| Article 8.3.4 | Système détection et extinction incendie | Semestriel |
| Article 1.5 | Notification de mise à l'arrêt définitif | Trois mois avant la date de cessation d'activité |
| Article 10.2 | Auto surveillance des rejets aqueux | Mensuelle (GIDAF) |
| Article 10.2.4 | Déclaration annuelle des émissions polluantes | Annuelle (GEREP) |
| Article 10.4.2 | Rapport annuel | Annuel |

Constats :

Au vu de la consommation annuelle en eau du réseau (< 50 000 m³/an) et des activités de l'établissement l'exploitant n'a pas obligation de saisir des données dans GEREP.

L'autosurveillance des rejets est suivie et enregistrée. Le report des paramètres pH et température permettra à l'exploitant de réaliser les enregistrements dans GIDAF conformément aux fréquences définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (voir fiche constat n°13- Autosurveillance).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'article 2.7 de l'arrêté préfectoral sera corrigé lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation afin de demander la mise à disposition et non la transmission des documents et déclarations au service d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I et 6.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dossier et Liste des appareils à pression |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Article 6.I.- L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...] <p>- Article 6.III:</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection avoir fait intervenir un organisme habilité afin d'inventorier et de contrôler les ESP de l'établissement.</p> <p>Seul un équipement sous pression a été identifié, il s'agit du séparateur d'huile du compresseur.</p> <p>Cet équipement ayant un PS.V < 10 000 (15.9 bar x 26 litres), il n'est pas soumis à Déclaration de Mise en Service (DMS) ni à Contrôle de Mise en Service (CMS).</p> <p>La première Inspection Périodique (IP) doit être réalisée 3 ans après la mise en service. Mise en service fin 2021.</p> <p>L'IP a été réalisée le 12/12/2024.</p> <p>L'organisme habilité a indiqué dans son rapport N°: 24513916/S1.1.1.IP la conformité de la vérification documentaire.</p> <p>L'exploitant ne disposait pas d'une liste des équipements reprenant l'ensemble des informations prévues à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra à jour la liste des équipements sous pression conformément à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 (modèle de tableau transmis par l'inspection le 24/04/2025).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 10 : Fréquence inspection périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence IP |
| Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : <ul style="list-style-type: none">• 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;• 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. |
| Constats : L'équipement sous pression Séparateur d'huile (PS=15.9 bar - V= 26 Litres) : <ul style="list-style-type: none">- n'est pas soumis à Déclaration de Mise en Service (DMS) et/ou Contrôle de Mise en Service (CMS);- doit faire l'objet d'une première inspection périodique 3 ans après sa mise en service puis tous les 4 ans ;- doit faire l'objet d'une Requalification Périodique RP dans les dix ans suivant la mise en service. L'équipement a été mis en service en fin d'année 2021, la première inspection périodique a été réalisée le 12/12/2024, soit trois ans après sa mise en service. La prochaine Inspection Périodique sera à réaliser avant le 12/12/2028 et La Requalification Périodique sera à réaliser avant fin 2031. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Réalisation inspection périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Compte-rendu inspection périodique |
| Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la |

portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

L'inspection périodique du séparateur d'huile a été réalisée le 12/12/2024 par un organisme habilité. Le compte rendu de cette inspection (N°: 24513916/S1.1.1.IP) est complet et conclu à la conformité de l'équipement (vérification documentaire, des accessoires de sécurité et inspection de l'équipement). Le rapport a été signé électroniquement par le contrôleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : VLE eaux prétraitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 3 (4.4.9.1)

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

| Paramètre | Valeurs maximales | |
|--------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| Volume journalier (m³/j) | 45 | |
| Débit de pointe (m³/h) | 8 | |
| Paramètres | Concentration maximale 24 h (mg/l) | Flux maximal journalier (kg/j) |
| DCO | 4000 | 120 |
| DBO5 | 2000 | 60 |
| MES | 1500 | 45 |
| NTK | 400 | 15 |
| PT | 60 | 2 |

Constats :

L'ensemble des paramètres n'ayant pas été saisi, les déclarations GIDAF sont restées au statut "Enregistré". Néanmoins, l'inspection a pu, en consultant les données mensuelles enregistrées, vérifier la conformité des rejets (sauf pH et température). L'ensemble des résultats enregistrés en 2023 et 2024 sont conformes. Aucun dépassement sur les paramètres DCO, MES, Pt et NKJ. Le volume est enregistré une fois par mois au lieu de quotidiennement. Les valeurs enregistrées pour l'année 2023 et 2024 sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2019, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence surveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

| Analyse | Code Sandre | Fréquence |
|---|-------------|---------------|
| Volume (m3/j) | - | continu |
| pH | - | journalier |
| Température (°C) | - | journalier |
| DCO (mg/l et kg/j) | 1314 | mensuel |
| DBO5 (mg/l et kg/j) | 1313 | |
| MES (mg/l et kg/j) | 1305 | |
| NGL (mg/l et kg/j) | 1551 | |
| PT (mg/l et kg/j) | 1350 | |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 1392 | trimestriel** |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 1383 | |
| Hydrocarbures totaux | 7009 | |
| * Autres substances ou mélanges dangereux | * | * |

* Autres substances ou mélanges dangereux

Les échantillons sont réalisés à partir de prélèvements sur 24 h asservis au débit.

Les résultats sont transmis mensuellement sur l'application numérique GIDAF.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Constats :

Une erreur sur la fréquence de surveillance des paramètres DCO, MES, NGL, Pt (quotidienne au lieu de mensuelle) et l'absence des paramètres pH et température dans le cadre GIDAF ne permettaient pas à l'exploitant de valider et de transmettre les résultats d'autosurveillance.

Le cadre GIDAF a été corrigé en novembre 2024.

L'exploitant n'a pas mis en place un enregistrement journalier des paramètres température et pH d'où l'impossibilité de valider les autres données saisies.

Après vérification le jour de l'inspection, la personne en charge du suivi de l'unité de prétraitement et de la station de Plounévez-Moëdec a informé de la possibilité d'enregistrement et de report de ces deux paramètres.

Les autres paramètres ont été suivis et enregistrés partiellement dans GIDAF :

- Aucun enregistrement en avril 2023, janvier 2024, janvier 2025 et avril 2025.
- Absence d'enregistrement du volume en novembre 2023 (pas de valeurs en flux calculés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à l'enregistrement de l'ensemble des paramètres selon les fréquences prévues par l'arrêté

| |
|--|
| préfectoral d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 14 : Prévention de la pollution des eaux

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 2 (4.4.5) | | |
|--|------------------|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales | | |
| Prescription contrôlée : [...] Réseau de collecte eaux pluviales | | |
| N° point de rejet pluvial | Collecte | Rejet |
| EP1 | Toitures | Réseau pluvial vers bassin de régulation collectif |
| | Parking + voirie | Bassin de rétention avec traitement (débourbeur déshuileur) sur site puis réseau pluvial |
| Constats : Les eaux pluviales issues de la voirie transitent par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin de régulation des eaux pluviales. Celui-ci n'a pas fait l'objet d'un entretien (vidange) depuis la mise en fonctionnement de l'abattoir fin d'année 2021. L'exploitant s'est engagé à faire réaliser une vidange du dispositif et à surveiller le dispositif et le vidanger en cas de besoin. | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra : - le justificatif de réalisation de la vidange du débourbeur - séparateur d'hydrocarbures ; - la procédure de surveillance du dispositif et les modalités de déclenchement de sa vidange. | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | |

N° 15 : Gaz à effet de serre fluorés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6.b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle d'étanchéité |
| Prescription contrôlée : Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante : [...] b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, |

lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois; [...]

Constats :

Depuis la parution du règlement européen CE N° 2024/573 du 7 février 2024, les équipements contenant du fluide frigorigène R1234ze (Hydro(chloro)fluorocarbones insaturés) doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité dont la fréquence est fonction de la quantité de fluide présente dans chaque équipement et de la présence ou non d'un système de détection de fuite.

Chaque équipement contient entre 10 kg et 100 kg et ne dispose pas d'un système de détection de fuite. La fréquence de contrôle des deux équipements est semestrielle.

Un contrôle d'étanchéité a été réalisé le 21/11/2024. Le prochain contrôle sera à réaliser avant la fin du mois de mai 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à mettre en place un contrôle d'étanchéité des deux équipements Trane C1 et Trane C2 à une fréquence semestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Fluides frigorigènes et gaz à effet de serre fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Fiche intervention

Prescription contrôlée :

La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.

Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (2) comme fiche d'intervention.

Constats :

Les deux équipements frigorifiques (Trane C1 - 49kg et Trane C2 - 47 kg) utilisant le fluide frigorigène R1234ze ont fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité le 22/11/2024.

L'opérateur en charge du contrôle d'étanchéité a utilisé le formulaire CERFA 15497*04 comme fiche d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite